

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 26/06/2025

DÉCISION
prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement
après examen au cas par cas
concernant le projet de modification des conditions d'exploitation
d'une carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert

Société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE »

Lieux-dits « La Plagne » et « Plante Melay »

MÂCOT-LA-PLAGNE,

Commune déléguée de LA PLAGNE TARENTAISE

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles R. 122-2, R. 122-3 et L. 122-1, en particulier son point IV ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Mme Vanina NICOLI en qualité de préfète de la Savoie ; ensemble le procès-verbal du 22 avril 2025 portant installation de Mme Vanina NICOLI à la préfecture de la Savoie ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, sous-préfète de Chambéry ; ensemble le procès-verbal du 22 mai 2023 portant installation de Mme Laurence TUR à la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral DCL-PEJ n° 35-2025 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté de la ministre de l'Écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2018 portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter, au profit de la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » (SIRET : 310 817 66300027) dont le siège social est sis 10, impasse des Pervenches – Bonnegarde du Bas – La Plagne Tarentaise (73210), une carrière à ciel ouvert de sable et graviers sise aux lieux-dits « La Plagne » et « Plante Melay » sur le territoire de la commune de Mâcot-la-Plagne, commune déléguée de la commune nouvelle de La Plagne Tarentaise (73210), pour une durée de 20 ans et une production annuelle maximale autorisée de 15 000 tonnes (7650 tonnes en production moyenne) ;

VU la demande d'examen au cas par cas du 28 février 2025, notifiée au préfet, en application du I de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, le 03 mars 2025, par M. Eric PERRIÈRE, en sa qualité de gérant de la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » ;

VU le dossier de « Porter à connaissance » des modifications des conditions d'exploitation du 19 février 2024, établit pour préciser les détails du projet et reçu au Guichet unique ICPE le 22 février 2024 ;

VU les demandes de compléments adressées au pétitionnaire en date du 22 avril 2025 ;

VU la demande d'examen au cas par cas (Cerfa rectificatif) et le dossier de « Porter à connaissance consolidé » (compléments) transmis par l'exploitant le 11 juin 2025 ;

VU la publication sur le site internet des services de l'État en Savoie de la demande d'examen au cas par cas susvisée ;

VU les demandes de modifications susvisées portant sur :

- les conditions d'exploitation du site (extension du périmètre du site de la carrière, augmentation des productions moyennes et maximales autorisées, modifications de la géométrie des fronts d'exploitation et du phasage d'exploitation) ;
- les conditions de remise en état final du site de la carrière (autorisation de remblayage total de la fosse d'extraction existante au moyen de déchets inertes extérieurs au site et raccordement du site de la carrière au terrain naturel périphérique) ;

VU la convention bipartite du 18 mai 2015, par laquelle la commune de La Plagne Tarentaise, propriétaire des terrains sur lesquels le site de la carrière voit son emprise (parcelles n° 979, 1390 et 1552), autorise la SARL « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » à exploiter, pour une durée de 20 ans, un gisement de sable siliceux et quartzite ;

VU l'avenant n° 2 à la convention bipartite susvisée, daté du 10 décembre 2024 et par lequel la commune de La Plagne Tarentaise déclare expressément donner son agrément complet et sans réserve à la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » afin qu'elle procède au dépôt d'une demande administrative visant à modifier les conditions de remise en état final du site de la carrière (sans toutefois autoriser la modification du périmètre d'emprise de cette dernière) ;

VU le courrier du 06 juin 2025 par lequel la commune de La Plagne Tarentaise s'engage à inscrire au conseil municipal du 1^{er} juillet 2025, l'examen d'un projet d'avenant n° 3 à la convention susvisée visant à autoriser le projet déposé en l'état, le 28 février 2025, par la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » et qui prévoit notamment une extension (d'une surface de 14 317 m²) du périmètre ICPE autorisé jusqu'alors ;

VU le courrier de la commune de La Plagne Tarentaise du 21 février 2025, par lequel cette dernière émet, en tant que propriétaire des terrains, un avis favorable au projet d'usage futur du site ainsi qu'au projet de modification des conditions de remise en état final du site, en application de l'article D-181-15-2.1.11° du Code de l'environnement ;

VU le courrier du maire de la commune de La Plagne Tarentaise du 21 février 2025 par lequel ce dernier émet un avis favorable au projet d'usage futur du site ainsi qu'au projet de modification des conditions de remise en état final du site, en application de l'article susvisé ;

VU le courrier du maire de la commune de La Plagne Tarentaise du 21 février 2025 par lequel cette dernière autorise la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » à utiliser la piste communale située au lieu-dit « La Plagne » sur la parcelle n° 1390, section N, selon les conditions précisées dans la demande ;

VU l'étude écologique réalisée en octobre 2012 par le bureau d'étude ENCEM, jointe en annexe à l'étude d'impact de septembre 2015 présentée par la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » dans le cadre de sa demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière ;

VU l'étude d'incidence (2025) réalisée par le bureau d'étude Géostrate dans le cadre de la demande de modifications des conditions d'exploitation et de remise en état final susvisée, telle que présentée dans le dossier de « Porter à connaissance » de juin 2025 précité ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté relève de la rubrique – 1 c) « Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation, mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE », présentée dans la colonne de droite du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (« Projets soumis à examen au cas par cas ») ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur un volume de matériaux exploitables (gisement résiduel) de l'ordre de 90 000 m³ (soit environ 153 000 tonnes), du fait de la conservation de la cote maximale d'extraction autorisée (pour rappel 1973 m NGF) et un volume de déchets inertes nécessaire à la remise en état du site par remblayage total estimé à 400 000 m³ (soit un flux annuel compris entre 35 000 m³/an et 45 000 m³/an) ;

CONSIDÉRANT que ledit projet ne modifie pas le classement actuel des activités ICPE du site au regard de la nomenclature associée, à savoir le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510-1 (exploitation de carrière) ainsi que le régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2515-1.b) (installation de traitement de matériaux) ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas non plus la durée d'exploiter actuellement autorisée (avec une échéance au 05 mars 2038) mais une redéfinition du phasage d'exploitation prévisionnel et des garanties financières associées ;

CONSIDÉRANT que le projet ne nécessite pas de demandes de permis de construire ni de démolition au titre du Code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'extension de périmètre sollicité par l'exploitant vise à proposer un réaménagement global et cohérent :

- en favorisant l'intégration paysagère du site par un raccordement au terrain naturel périphérique (réduction de 10 mètres à 2 mètres, au niveau des secteurs à remblayer, de la largeur de la bande de terrain à préserver en périphérie de la zone d'extraction) ;
- en rectifiant l'emprise de la fosse existante (en partie Nord du site) et en réintégrant la totalité de cette fosse d'extraction dans le périmètre d'autorisation ICPE du site (le comblement de la totalité de la fosse permettant par ailleurs de garantir une gestion optimale des eaux pluviales de ruissellement) ;

- en réintégrant, dans ce même périmètre ICPE, les terrains ayant fait l'objet d'une cessation partielle d'activité en octobre 2022 (en partie Sud du site) suivi d'opérations de remblayage partielles par la commune) ;
- en améliorant significativement et de façon pérenne la mise en sécurité et la stabilité de la fosse d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des productions moyennes et maximales sollicitées (à respectivement 15 000 tonnes et 30 000 tonnes) visent à permettre/favoriser prioritairement un mode de transport des camions dit « en double fret » (apport de déchets de remblais sur le site et retour avec des matériaux extraits/produits sur la carrière) ;

CONSIDÉRANT au regard de ce qui précède, que le projet n'induirait pas d'impact significatif sur le trafic routier local (mise en circulation d'environ 5 poids-lourds supplémentaires par jour sur la RD 221, soit 0,4 % du trafic global et 12 % du trafic poids-lourds) ;

CONSIDÉRANT que le remblayage du site au moyen de déchets inertes extérieurs à la carrière permettra de disposer d'un site d'accueil pour la valorisation de déchets/déblais inertes issus des chantiers locaux de terrassement localisés sur les sites d'altitude de la Plagne (La Roche, Plagne Centre, Plagne 1800, Plagne Bellecôte, Belle Plagne, Plagne Villages, Plagne Soleil...) et ainsi d'éviter la circulation de poids-lourds pour évacuer ces déchets jusque dans la vallée ;

CONSIDÉRANT d'une part que l'étude écologique d'octobre 2012 susvisée concluait déjà à un impact résiduel faible du projet d'extension/renouvellement de la carrière et que l'étude d'incidence conduite en 2025, qui inclut notamment les secteurs sollicités en extension (secteurs qui pour rappel ont déjà fait l'objet d'opérations de décapage antérieures et qui présentent aujourd'hui des sols nus ou très peu végétalisés) a confirmé la faible valeur écologique des terrains d'emprise du projet ;

CONSIDÉRANT cependant la présence, à l'intérieur du périmètre d'autorisation ICPE projeté, de boisements présentant une sensibilité forte et la mise en œuvre, par l'exploitant de mesures d'évitement de ces zones boisées permettant ainsi de garantir la conservation de l'habitat et l'absence d'impact sur les secteurs à forte sensibilité ;

CONSIDÉRANT les mesures organisationnelles complémentaires qui seront mises en œuvre par l'exploitant afin de limiter notamment les effets temporaires des opérations de remblayage total de la fosse d'extraction du site (aménagement d'un itinéraire piéton alternatif, réalisation de redans au droit des talus existants afin de garantir la stabilité des terrains existants et le bon accrochage des futurs remblais, surveillance de la qualité des déchets inertes admis en remblayage (procédure d'acceptation préalable, traçabilité réglementaire), aménagement d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement pluviales sur le carreau de la carrière, surveillance annuelle des retombées de poussières atmosphériques) ;

CONSIDÉRANT que les incidences du projet ne sont pas susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ;

CONSIDÉRANT enfin que le projet de modification de la remise en état finale du site par remblayage total vise à restituer les terrains au milieu naturel afin de rendre ces espaces à leur vocation initiale (aménagement d'une zone naturelle boisée afin de créer une continuité avec les massifs boisés attenants) ;

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et qu'il ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sable et graviers exploitée par la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » aux lieux-dits « La Plagne » et « Plante Melay » sur le territoire de la commune de Mâcot-la-Plagne, commune déléguée de la commune nouvelle de La Plagne Tarentaise (73210), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Publication

La présente décision est notifiée à la société « CARRIÈRES DE LA PLAGNE » dont le siège social est sis 10, impasse des Pervenches – Bonnegarde du Bas sur la commune de La Plagne Tarentaise (73210).

Elle sera publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie.

La préfète
pour la préfète et par délégation
La cheffe du guichet unique ICPE


Céline Ravoux

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

<u>Recours gracieux ou RAPO</u>	<u>Recours contentieux</u>
Madame la préfète de la Savoie Château des Ducs de Savoie Place Caffé BP 1801 73018 CHAMBÉRY CEDEX	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun BP 1135 38022 Grenoble Cedex www.telerecours.fr